

UNE NOTE
SUR
L'ANCIENNE COMMUNAUTE
DES
MAITRES APOTHICAIRES
DE PONTOISE

Par ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT, AVUÉ A PŌNTOISE
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE



PONTOISE
TYPOGRAPHIE DE LUCIEN PARIS

1903

L

XL
IV

24

L XLIV.24

X105672

UNE NOTE

SUR L'ANCIENNE

**Communauté des Maîtres Apothicaires
de Pontoise**

UNE NOTE

SUR

L'ANCIENNE COMMUNAUTÉ

DES

MAITRES APOTHICAIRES

DE PONTOISE

Par ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT, AVOUÉ A PONTOISE

OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

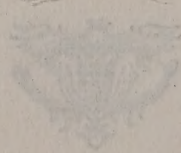


PONTOISE

TYPOGRAPHIE DE LUCIEN PARIS

—
1903

WELLCOME LIBRARY
Pam (H)
<i>MALLET</i>



WELLCOME
LIBRARY
PONTISIA
1902



UNE NOTE

SUR L'ANCIENNE

Communauté des Maîtres Apothicaires de Pontoise.

M. Deguiry, pharmacien à Pontoise, a bien voulu me communiquer quelques documents qui ont appartenu jadis à l'ancienne communauté des maîtres apothicaires de la ville. Ces documents consistent en 1^o une série de registres contenant, outre quelques délibérations particulières, les procès-verbaux d'examen et d'admission des candidats à la maîtrise, depuis le 20 septembre 1660 jusqu'au 16 germinal an xi ; (il existe toutefois une lacune de 8 ans (1661-1669) : les feuilles des procès-verbaux ont été coupées), 2^o les requêtes sous forme de suppliques des candidats, 3^o quelques actes de procédure.

Les registres sont au nombre de onze. A l'exception du premier qui est écrit sur papier blanc, tous les autres, à partir de 1756, sont sur papier timbré, cotés et paraphés à chaque page par le lieutenant général du bailliage, ou son représentant, et, à partir de 1791, par le maire de la ville. Les requêtes sont également rédigées sur papier timbré.

Les renseignements que nous puisons à ces sources présentent un certain intérêt pour l'histoire locale.

La communauté dont les statuts portaient la date de 1653 obtint ses privilèges par lettres patentes royales du mois d'octobre 1655 qui furent vérifiées au parlement le 28 mai 1658 et *registrées* au greffe du bailliage de Pontoise le 7 juin suivant. (Procès-verbal du 7 février 1661.) ⁽¹⁾

Nous n'avons pas les statuts de la Compagnie. A peine quelques procès-verbaux font allusion à trois ou quatre articles.

Saint Nicolas était le patron et le protecteur de la communauté. Chaque année, en exécution des articles 12 et 13 des statuts, le 9 mai, il devait être dit en l'honneur du saint une messe basse et le lendemain une autre messe basse des trépassés pour le repos de l'âme des anciens maîtres. (V. procès-verbal du 6 février 1681).

Les maîtres apothicaires de Pontoise ne paraissent pas avoir été nombreux. Nous en comptons 6 en 1660, 4 en 1669 ⁽²⁾, 5 en 1681, et de 1700 à l'an xi, 3 ou 4; encore sur les 4 ou 5, nous comptons un père et un fils qui tenaient probablement la même officine, le père conservant son titre de maître apothicaire, et faisant au besoin passer les examens aux candidats.

Pour être admis aux examens de la maîtrise, le candidat présentait une requête sur papier timbré en forme de supplique à MM. les maîtres apothicaires où il exposait l'objet de sa demande et priait les maîtres de lui fixer jour pour les examens ⁽³⁾. Le

(1) Il existait auparavant à Pontoise des apothicaires, c'est-à-dire des personnes fabriquant des médicaments et vendant des produits pharmaceutiques. Mais ces apothicaires ne formaient pas alors une communauté particulière. — En 1484, un Guillaume Champion, *apotiquaire*, est l'un des gouverneurs de la ville (*ordinaire de Pontoise*, coll. Pihan de la Forest, carton III, n° 15; arch. mun. DD, n° 4); en 1512, Guillaume Bourdelles se qualifiant *apoticaire*, achète à Rouen pour le carême 6 barils de harengs; 1800 harengs saurs, 12 pièces de figues et raisins, 100 livres de sucre, 1 caque de savon (arch. mun. DD, n° 8). Cet apothicaire vend de l'épicerie. Noël Taillepié groupe les apothicaires avec les médecins, barbiers et droguistes dans la confrérie de Saint-Côme et de Saint-Damien (*Les antiq. et sing. de Pontoise*, éd. Le Charpentier, p. 122). De même, les Archives municipales (CC, n° 45) nous révèlent qu'en 1594, les médecins apothicaires et les barbiers chirurgiens de Pontoise engagent contre la ville devant l'Elu une instance en entérinement de lettres royaux qui les auraient exonérés de contribuer au paiement de l'indemnité de 45,000 écus à laquelle la ville avait été taxée par Henri III, à la suite de la guerre de la Ligue.

(2) Le rôle des tailles arrêté le 10 décembre 1673 comprend 6 apothicaires, tous habitant dans le même quartier, aux environs de Saint-Maclou. Ce sont MM. Jean Destample, quartier du marché, inscrit pour 30 l., Guillaume Chesneau, rue de la Cloche (Impasse Tavet), inscrit pour 40 l., Jean Lefebure, Pont aux Fèves (partie sud de la rue Pierre-aux-Poissons d'alors), inscrit pour 10 l., Nicolas Escouvette, même rue, inscrit pour 20 l., Antoine Desgroux, même rue, inscrit pour 6 l., Nicolas Chesneau, rue de la Coutellerie, inscrit pour 20 l. (coll. Pihan de la Forest, carton I, liasse 1).

(3) A titre de spécimen, voici la plus ancienne des requêtes qui a été conservée. Elle est sur une feuille in-quarto de parchemin, « Messieurs, Messieurs les doyen Jurés et M^{rs} apoticquaires de la ville de Pontoise,

» Supplie humblement Nicolas Chesneau, maistre apoticquaire à Chasteauthierry,

candidat devait justifier qu'il faisait profession de la religion catholique, apostolique et romaine (ce qui excluait les israélites et les protestants), qu'il avait l'âge requis par les statuts (l'âge de 22 ans était exigé du fils d'un maître) et qu'il avait fait un stage suffisant chez un pharmacien (1). Les maîtres visaient la requête et assignaient au candidat un jour déterminé pour le premier examen. Assistés de trois docteurs médecins de la ville, les maîtres apothicaires procédaient à l'examen et aux interrogations suivant l'ordre de leur réception. Trois examens oraux à des jours différents et la confection d'un ou de plusieurs chefs-d'œuvre composaient les épreuves à subir. Il n'apparaît pas que les médecins eussent le droit de poser des questions : ils ne faisaient qu'assister les maîtres. Les procès-verbaux indiquent parfois la nature des questions et toujours le genre du chef-d'œuvre ; celui-ci consistait en la préparation d'un médicament, d'une liqueur ou sirop pharmaceutique, et l'explication des éléments qui entraient dans sa composition.

Les examens semblent avoir été sérieux. Un jour nous voyons un candidat qui est reçu à l'un des examens « par grâce, attendu qu'il n'a pu expliquer les demandes à lui faites en latin ». Ce même candidat qui fut apothicaire à Pontoise finit par être admis aux charges et conditions de prendre conseil quand il devra

disant que depuis quatorze années Il a l'honneur d'avoir esté associé avec M^{rs} les maistres de ladicté ville et qui exercent la mesme profession que vous aggrégés avec M^{rs} de la ville de Rheims comme il est prest de faire voir et qu'en outre il est fils d'un père dont la religion pour son art est irréprochable ; que pour le respect qu'il doit à sondict père, il a esté obligé de quitter la ville pour le venir soulager, et que dans cet état il luy est toutefois advantageous d'estre aggrégé et uny avec vous, ce qu'il désire et espère de vos graces.

» Ce considéré, Messieurs, Il vous plaise luy donner jour pour ce faire et au plustost que le pourés, protestant qu'il vous en demeurera de tout poinct obligé, et qu'il se recognoistra par tous les services qu'il vous a à chacun de vous en particulier, et en général pour la manutention de la gloire dudict art et feres bien.

Notre art ne se marchande point,
Il faut estre scavant, devant que d'y paroistre
Mais, si je me suis fait cognoistre,
Juges qu'il n'en est plus besoin.

» Du 9 juillet 1665,

CHESNEAU. ».

Plus bas : LEFEBURE y consent.

Toutes les requêtes ne sont pas aussi poétiques, mais la formule *supplie humblement* se rencontre dans toutes jusqu'à l'an 2 où la requête est alors adressée « aux Citoyens pharmaciens de la Communauté de Pontoise, » et où « le citoyen » candidat expose sa demande et conclut à *ce qu'il plaise* à la Communauté lui donner jour pour l'examen.

(1) Ainsi Claude Bréchet expose dans sa requête (1729) qu'il a fait 3 ans d'apprentissage à Dijon et 3 mois en qualité de garçon apothicaire, qu'ensuite, à partir du 16 mars 1726, il a demeuré à Lyon chez un autre apothicaire pendant une année, puis à Paris pendant plus de vingt mois et qu'enfin il a *conduit la boutique* de la veuve Bousquet à Pontoise pendant 9 mois.

exécuter une ordonnance ou un médicament énoncé en latin « vu la langue latine qu'il ignore ».

Ces conditions assez singulières ne furent pas du goût du nouveau maître qui obtint du prévôt de Pontoise, le 7 décembre 1682, une sentence ordonnant la radiation de cette partie du procès-verbal.

Agréé et reçu par la Compagnie, le candidat devait, avant d'exercer sa profession, prêter serment devant le juge royal de la ville; il était assisté à cet effet de deux maîtres de la communauté qui certifiaient ainsi de son identité.

Les maîtres apothicaires de Pontoise ne recevaient pas seulement aux examens les candidats qui devaient exercer dans la ville; ils recevaient également ceux qui aspiraient à exercer ailleurs la profession. Ainsi nous voyons les pharmaciens de Pontoise recevoir maîtres apothicaires les candidats qui vont s'établir à Saint-Germain-en-Laye, à Poissy ⁽¹⁾ et en d'autres villes. Nombre de candidats pharmaciens venaient donc à Pontoise passer leurs examens.

Lorsqu'un candidat se présentait comme devant exercer sa profession, à Pontoise, le procès-verbal nous dit qu'il est *conduit* (présenté) par tel membre de la Compagnie, que celui-ci est son *conducteur*; c'était probablement le cédant de l'officine qui présentait ainsi son successeur à la communauté. Nous ne rencontrons jamais cette expression dans un procès-verbal concernant un candidat qui doit rester étranger à Pontoise.

Certains apothicaires ayant exercé dans la ville se sont cependant présentés sans *conducteur*. Probablement les maîtres auxquels ils devaient succéder étaient décédés (c'est ce qui est arrivé pour Bréchet en 1729) ou, ce qui est moins certain (vu le petit nombre de pharmaciens), ces candidats se proposaient de fonder à Pontoise une officine nouvelle.

Un exploit d'huissier du 27 novembre 1782 nous révèle que les *Prévost et adjoints du collège de pharmacie* de Paris font défense aux maîtres apothicaires de Pontoise de faire passer les examens à *aucun particulier* pour être reçu maître apothicaire, à moins de prendre établissement dans cette ville, protestant de nullité, disent les requérants, contre tout ce qui serait fait au

(1) Nous remarquons que le 1^{er} août 1672, en recevant Jean-Louis du Brocard comme maître apothicaire à Poissy, les maîtres apothicaires de Pontoise stipulent qu'il « sera permis audit du Brocard d'exercer l'art de pharmacie dans son destroit de Poissy sans prétendre aucune prérogative sur Pontoise et la chastellenie et mesme souffrir la visite des maistres gardes desdits apothicaires de Pontoise deux fois par an et payer la confrairie. Et aussy nous-mêmes, ajoutent-ils, ne prétendons rien sur la chastellenie de Poissy sinon que quand il se présentera un maistre à Poissy, les maistres apothicaires de Pontoise y seront appelez ».

mépris de leur opposition. — Il ne paraît pas que les apothicaires de Pontoisé ait tenu compte de cette défense ; ainsi que nous l'avons dit, ils n'ont cessé de recevoir aux examens des candidats pharmaciens jusqu'au 16 germinal an xi.

Comme frais d'examen, il était dû à chaque maître par vacation 5 livres, et aux jurés le double. (V. procès-verbal du 12 novembre 1671).

Le 3 septembre 1671 la communauté procéda à l'élection des gardes de pharmacie, chargés évidemment de veiller à l'exécution des statuts, à la visite des officines et d'assurer la surveillance des marchands épiciers et autres négociants susceptibles de vendre des produits d'un caractère plus ou moins pharmaceutique. — Dix ans plus tard la situation devient officielle. Une sentence du prévôt-maire de la ville, rendue sur les réquisitions du parquet, prescrit en 1681 la création de *jurés et gardes de l'art de pharmacie*. La Compagnie délibère sur ce sujet le 4 février, puis les maîtres apothicaires se transportent « au logis du sieur prévost maire où d'une commune voix ont été élus Nicolas Chesneau et Nicolas Escouvette pour jurés et gardes ».

Comme il était dû à cette occasion des épices aux magistrats et que ceux-ci en avaient, paraît-il, fait gracieusement l'abandon, le procès-verbal ajoute : « Puis la C^{ie} est retournée au domicile de M. Destample (*maître apothicaire chez lequel la C^{ie} s'était précédemment réunie*) et a résolu que pour recognoissance de la gratification faite par M^{rs} de la justice qui ont fait ladicte jurande gratis pour distinguer ladicte compagnie d'avec celles des autres arts, qu'il sera fait présent, sçavoir à M. le prévost maire de deux bouteilles d'hypocras, à M^{rs} l'avocat et procureur du roy chacun deux bouteilles et au greffier deux bouteilles, lesquelles seront distribuées et fournies, ainsi qu'il suit. Premièrement par M^e Nicolas Chesneau, l'un des jurés nommés ; on fera la première distribution pendant ces jours gras et le plus tôt que faire se pourra, puis Nicolas Escouvette aux estrennes prochaines, ensuite Guillaume Chesneau, ou après Jean Destample et le dernier Anthoine Desgroux, après quoy lon recommencera et reprendra le même ordre et spécifié qui ne sera point interrompu que par l'arrivée de quelque nouveau maistre, lequel sera obligé de faire ladicte distribution la même année de sa réception ou par le décès de l'un desdicts maistres auquel cas le plus proche après lui sera obligé de le faire, et s'il arrivait quelque changement et que les jurés dudict art fussent contraincts de satisfaire au droict de leurs jurandes par argent, la Compagnie entière et unanime contribuera sa quote part à chaque mutation de jurande ».

La question de nomination de jurés revient devant la C^{ie} le 30 janvier 1770. Les maîtres reconnaissent qu'il n'en a point été nommés depuis longtemps, « en ce qu'ils n'étaient que deux ou trois pour composer la communauté ». Ils élisent pour un an Marie-Joseph Bréchet, l'un d'eux, et, jusqu'au 1^{er} février 1774, ils élisent chacun d'eux à tour de rôle. Leurs fonctions consistent, nous dit le procès-verbal du 30 janvier 1770, à « procéder annuellement avec Messieurs les officiers de police, aux visites des drogues et médicaments, faire observer la discipline des poisons tant chez lesdits maîtres et marchands apothicaires que chez tous les marchands épiciers droguistes de la ville, conformément aux arrêts et règlements de la Cour, et pour obéir aux ordres de Monseigneur le Procureur général concernant leur exécution ».

Le 6 février 1681, deux jours après qu'elle avait procédé à l'élection de ses jurés, la C^{ie} des apothicaires décide « qu'à raison d'une quantité d'abus qui se commettent par les chirurgiens (complètement distincts à cette époque des médecins) au préjudice des pharmaciens, elle se réunirait soit au *logis* de Jean Destample, soit chez Nicolas Chesneau, pendant le temps de la jurande, tous les premiers lundis de chaque mois, à 1 h. de relevée, à l'effet de délibérer sur ce qu'il conviendra faire et conseiller, et que les délibérations prises seront valables, pourvu qu'elles aient été prises par trois maîtres présents ». Elle décide en outre que toutes les lettres, titres, papiers et actes concernant l'art de la pharmacie seront mis dans un coffre ou armoire dont Nicolas Chesneau aura la garde. Le procès-verbal est signé de cinq maîtres, les seuls formant probablement alors la communauté, MM. Desgroux, Chesneau père, Chesneau fils, Destample, Escouvette.

On ne nous dit pas la nature des griefs reprochés aux chirurgiens.

Quoi qu'il en soit, le 3 mars de la même année, des instances étaient engagées contre les chirurgiens Bernard Le Blanc et Pierre Bénard. Le procès-verbal de la C^{ie} nous indique les résolutions prises : « les causes intentées à la requête des jurés seront poursuivies jusques à définition de procès, et sur la remontrance faite par Nicolas Chesneau que les épiciers de cette ville de Pontoise s'ingèrent contre l'intérêt de la profession de vendre et distribuer du cristal minéral, mesme de toutes huiles de lauriers et autres drogues préparées et mixtionnées, il a été dit qu'il en seroit délibéré à la prochaine assemblée ; et à l'égard des colporteurs qui se meslent de vendre quantité de meschantes drogues, mesme quelques unes mixtionnées et composées, il a été dit que Nicolas Chesneau et Nicolas Escouvette jurés en parleront et conféreront

avec les jurés épiciers, pour eux ouys et entendus, estre délibéré ce que de raison ».

Nous ignorons le résultat des instances engagées et des pour-parlers dont il s'agit. Tout ce que nous savons est que le 3 mars 1683 les instances contre les chirurgiens n'étaient pas terminées.

Le 30 décembre 1755, MM. Gruel et Duverger, maîtres apothicaires, *requièrent* Claude Bréchet de se rendre à Paris pour faire juger le procès pendant devant le Parlement contre la C^{ie} des chirurgiens de la ville à la charge de lui rembourser ses frais.

Nous aimons à penser, sans toutefois pouvoir l'affirmer, qu'en 1755 il s'agissait d'un autre procès que celui intenté en 1681.

En 1729, un procès d'un autre genre est engagé contre la veuve d'un ancien maître, François Bousquet, reçu pharmacien le 4 mai 1724.

Aux termes de l'article 14 des statuts de la Communauté, ne pouvait « être souffert comme serviteur chef des veuves des maîtres pour conduire leur boutique qu'ils n'aient été au préalable examinés en présence des anciens et des médecins pour connaître de sa capacité ». Or François Bousquet étant décédé, sa veuve s'était assuré le concours de Claude Bréchet, élève pharmacien, qui dirigeait l'officine sans qu'il ait subi aucun examen. Émus de la situation, deux maîtres apothicaires, Jean Chofflet et Adrien Colson assignent le 31 août 1729 devant le bailliage de Pontoise, en vertu d'une ordonnance du lieutenant général, la veuve Bousquet pour « estre condamnée de mettre dehors de sa maison ledit Bréchet et de fermer sa boutique dans vingt-quatre heures, sinon et faute de ce faire qu'il leur sera permis de l'expulser et de faire fermer laditte boutique à ses frais et dépens, sy mieux elle n'aime dans le même delay luy faire subir les interrogatoires convenables selon la disposition desdits statuts ou d'en présenter un autre qui sera tenu de subir les mêmes examens pour en cas d'expérience et capacité au fait de la pharmacie estre admis à pratiquer ledit art... »

Le procès n'eut certainement pas de suite. Dès le 30 août 1729, Claude Bréchet avait présenté sa requête aux maîtres apothicaires de la ville pour être admis à subir les examens de maîtrise ; il était reçu maître le 26 septembre suivant. Il reprit selon toute vraisemblance l'officine de la veuve Bousquet ; dès lors le procès n'avait plus d'intérêt pour la Compagnie (1).

Enfin le 23 février 1789, en vue de la convocation des États-Généraux, la Compagnie des maîtres apothicaires convoquée extra-

(1) L'officine de Claude Bréchet n'est autre que celle de M. Deguiry dont

ordinairement par billets en exécution des lettres du roi du 24 janvier précédent, du règlement y annexé et de l'ordonnance du lieutenant général, procède à l'élection de délégués chargés de la représenter à l'assemblée du tiers-état de la ville qui devait se réunir le 25 à l'hôtel de ville ; la Communauté nomma deux délégués, MM. Duverger fils et Gruel, bien qu'une lettre du lieutenant général, M. de Monthiers, eut fait remarquer, dès le 19 février, qu'il y avait lieu de ne nommer qu'un seul délégué, à raison du petit nombre de membres composant la Communauté. Le cahier qui fut présenté à l'assemblée du tiers-état de la ville par les apothicaires est conservé aux archives de la ville. Nous le publions en annexe avec les quelques pièces qui se rattachent à cet événement (1).

Tels sont les renseignements que nous fournissent les documents dont nous avons parlé. Leur importance n'est pas grande, eu égard à ce que nous voudrions savoir. Ils méritaient toutefois d'être signalés.

Je remercie l'honorable M. Deguiry de m'avoir fourni l'occasion de les avoir fait connaître.

l'existence remonte au moins à 1724, si l'on admet que Claude Bréchet a succédé à François Bousquet et en supposant que celui-ci ait créé lui-même sa pharmacie.

Les titulaires de cette pharmacie seraient suivant l'ordre chronologique :

- MM. François Bousquet (1724-1729).
- Claude Bréchet, (1729-1765).
- Marie-Joseph Bréchet, fils du précédent (1765-1791).
- Claude Bréchet, fils du précédent (1791-1802)
- Louis-Aimé Bréchet, second fils de Marie-Joseph (1802-1833).
- Adolphe Bréchet, fils de Louis-Aimé (1833-1840).
- Louis-Isidore Lefèvre (1840-1864).
- Maurice Darbins (1864-1894).
- Deguiry, successeur, titulaire actuel.

(1) V. pièces annexes.



ANNEXES

M

En exécution des ordres du roi et conformément à l'article 26 du règlement du 24 janvier dernier, vous êtes prié de vouloir bien assembler votre compagnie lundi prochain, 23 du présent mois dans la matinée pour délibérer et procéder à l'élection de deux députés pour la représenter à l'assemblée du Tiers-Etat de cette ville qui se tiendra à l'Hôtel-de-Ville mercredi 25 février à trois heures de relevée et jour suivant.

Fait au bureau de la ville le jeudi 19 février 1789.

DE MONTHIERS.

Sur le dos est écrit : à MM. les apothicaires. M. Duverger, doyen.

MESSIEURS,

Vu le petit nombre d'individus dont est composée votre communauté, le Bureau de la ville croit devoir vous proposer de ne nommer qu'un seul député pour assister à l'assemblée générale du Tiers-Etat de la ville, quoique votre lettre d'avertissement en porte deux, attendu qu'il n'a mis le nombre de deux dans sa lettre d'avertissement que pour se conformer à ce qui est prescrit par l'article 26 du règlement du 24 janvier dernier, lequel étant fait pour toutes les villes du royaume, n'a pas prévu le cas des communautés peu nombreuses dans les petites villes.

Fait en l'Hôtel-de-Ville le 19 février 1789.

DE MONTHIERS.

23 février 1789

Extrait des Registres de la Communauté des m^{tres} apoticaire
de Pontoise.

Procès-verbal de la réunion de la communauté des apothicaires de Pontoise ayant pour objet la nomination de députés au Tiers-Etat de la ville ⁽¹⁾.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, le lundi vingt-troisième jour de février, en l'assemblée des maîtres apoticaire de la ville de Pontoise, convoqués extraordinairement par billets, en la manière accoutumée, et tenue en la maison du Sr Duverger et où étaient les S^{rs} Duverger père, doyen, Duverger fils et Gruel, pour, en exécution des lettres du roi, données à Versailles, le 24 janvier 1789, du règlement y annexé, et de l'ordonnance de M. le Président, lieutenant général du bailliage de cette ville, rendue en conséquence le 17 de ce mois, et conformément à l'avertissement donné à l'effet de la présente assemblée, par MM. les Maire et échevins de cette ville, en la personne du Sr Duverger père le 19, être procédé à la nomination de députés, dans la proportion déterminée par l'article 26 du règlement à l'assemblée du Tiers-Etat, qui doit être tenue le mercredi 25, en l'Hôtel-de-Ville, pour rédiger le cahier dont il est parlé dans ladite ordonnance, et nommer les députés pour porter ledit cahier en l'assemblée qui doit être tenue par mondit sieur le président, lieutenant général, dans laquelle assemblée lesdits sieurs sus-nommés, après en avoir délibéré et avoir recueilli les voix, ont d'après la pluralité des suffrages, nommé et député, par ces présentes les personnes du Sr Duverger fils et du Sr Gruel, à l'effet de les représenter à l'assemblée du Tiers-Etat qui doit se tenir en l'Hôtel-de-Ville ledit jour 25 du présent mois, et là, concourir, avec les autres membres de ladite assemblée, à la rédaction de leur cahier de doléances, plaintes et remontrances, et, après la rédaction dudit cahier, concourir pareillement à l'élection des députés qui seront chargés de porter ledit cahier à l'assemblée qui sera tenue par M. le Président, lieutenant général du bailliage de Pontoise, le 2 mars prochain, huit heures du matin, donner auxdits députés tous pouvoirs généraux et suffi-

(1) Ce procès-verbal est inscrit en minute sur l'un des registres que m'a communiqués M. Deguiry. Une expédition existe aux archives de la ville. (Série K, n° 1).

sants de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité du royaume, et le bien de tous et de chacun des sujets du roi, promettant lesdits sieurs agréer et approuver tout ce que lesdits députés, qui seront nommés, auroient fait, délibéré et signé en vertu des présentes de la même manière que lesdits sieurs comparans y avoient assisté en personne.

Fait et passé en ladite assemblée des maîtres apothicaires de la ville de Pontoise les jour et an que dessus.

Ont signé : DUVERGER père, GRUEL, DUVERGER fils.

Cahier de la Communauté.

Les maîtres apothicaires demandent (1) :

1^o Qu'il ne soit rien mis en délibération aux États-Généraux, avant qu'il n'ait été décidé que les voix se compteront par tête et non par ordre ;

2^o Que l'impôt soit en nature sur les terres, et supporté également par les trois ordres ;

3^o L'impôt du timbre afin que les commerçans qui n'ont aucunes propriétés supportent par cet impôt les charges de l'État ;

4^o Une capitation pour les corps et communautés dont la répartition sera faite par les officiers municipaux, en présence d'un député de chaque corps et communauté ayant une plus ample connoissance des facultés de tous les individus de sa communauté ;

5^o Si ces trois impôts suffisent pour les dépenses et pour acquiter les dettes de l'État, la suppression des aydes et gabelles ; s'ils ne suffisent qu'il soit mis pour les aider un seul impôt sur

(1) Le cahier débute sans aucun titre par 1^o. D'une écriture qui paraît plus récente, on lit en tête les mots : « *Les apothicaires.* »

(Arch. mun. Série K, n^o 1). Ce cahier ne figure pas dans les archives de la pharmacie Deguiry.

les boissons et sous une seule dénomination, lequel impôt sera perçu soit à l'arrivée des dites boissons ou à leur sortie ; afin d'éviter toutes entraves une diminution de moitié sur le sel dans les endroits où il est porté au plus haut prix, en attendant que l'État fasse de plus grand sacrifice et en opère l'entière destruction ;

6° La suppression de la milice, impôt plus ruineux que la taille, malgré toute la prévoyance du gouvernement à faire payer une légère somme à chaque garçon en état de tirer au sort depuis dix-huit ans jusqu'à quarante, en y assujettissant les nobles et privilégiés à moins qu'il en soit breveté. Laquelle somme seroit employée à faire des hommes de bonne volonté pour former les régiments provinciaux ;

7° Que la province de l'Isle-de-France soit mis en pays d'état ; qu'il soit fait dans chaque province un fond pour indemniser les villes qui souffrent du fréquent passage de troupes ;

8° La destruction du gibier et qu'il soit permis à chaque propriétaire ou fermier de faire la récolte de son grain ou foin lorsqu'il le jugera nécessaire ; qu'il lui soit de plus permis de pouvoir dans ces dites terres ensemées, arracher les herbes dans tous les temps de l'année sans qu'il puisse être inquiété par aucun garde.

La destruction de toutes espèces de pigeons à moins qu'ils ne soient renfermés ;

9° Que les grandes routes qui traversent les villes soient à la charge de la province et non à celle des villes où elles passent ;

La suppression de toutes les charges, tant de judicature que municipale, lorsque l'État sera en état de les rembourser et qu'elles soient données au mérite sans distinction d'ordre.

Signé : DUVERGER.

